

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre
6, place de la Pyrotechnie
CS 70 004
18021 Bourges Cedex

Bourges, le 05/11/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/10/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Derichebourg Environnement - REVIVAL

1222 rue du Président Lecuyer
59880 Saint-Saulve

Références : /
Code AIOT : 0010006440

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/10/2024 dans l'établissement Derichebourg Environnement - REVIVAL implanté ZI des Forges Route de Foëcy Parcelle BE n°291 18100 Vierzon. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Derichebourg Environnement - REVIVAL
- ZI des Forges Route de Foëcy Parcelle BE n°291 18100 Vierzon
- Code AIOT : 0010006440
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement, situé 15 rue Albert et Paul Thouvenin à Vierzon est un établissement secondaire de

l'entreprise REVIVAL dont l'activité principale est la récupération de déchets triés. L'établissement DERICHEBOURG Environnement - REVIVAL est autorisé par arrêté n°2007.1.884 du 24 août 2007 à exploiter une station de transit de déchets industriels banals et assimilés et de déchets métalliques. L'arrêté préfectoral d'autorisation a été complété par l'arrêté préfectoral n°2010.1.1509 du 24 août 2010 fixant une surveillance provisoire des rejets de substances dangereuses dans l'eau ainsi que par l'arrêté n°2012-DDCSPP-092 modifiant les conditions d'exploitation de l'établissement.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	D1 VI (27/08/2019)	Code de l'environnement du 19/10/2022, article R. 181-46 II	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	2 mois
2	Durée de l'autorisation	Arrêté Préfectoral du 24/08/2007, article 1.4	/	Demande d'action corrective	2 mois
3	Cessation d'activité	Code de l'environnement du 28/10/2024, article R. 512-39-1	/	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans le tableau ci-dessus.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : D1 VI (27/08/2019)

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 19/10/2022, article R. 181-46 II
Thème(s) : Situation administrative, Cessation partielle d'activités
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 19/10/2022 type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation</p>

doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.

S'il y a lieu, le préfet, après avoir procédé à celles des consultations prévues par les articles R. 181-18, R. 181-19, R. 181-21 à R. 181-32 et R. 181-33-1 que la nature et l'ampleur de la modification rendent nécessaires et, le cas échéant, à une consultation du public dans les conditions de l'article L. 123-19-2 ou, lorsqu'il est fait application du III de l'article L. 122-1-1, de l'article L. 123-19, fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation environnementale dans les formes prévues à l'article R. 181-45.

Constats :

Constat du 19 octobre 2022 : L'inspection des installations classées a constaté que l'activité du site est à l'arrêt (temporairement selon l'exploitant), l'exploitant n'a pas transmis de dossier de "Porter à connaissance" afin d'informer Monsieur le Préfet du Cher des modifications engagées et de la cessation d'activité.

Lors de la visite du 28 octobre 2024, l'inspection des installations classées a constaté que l'activité du site est toujours à l'arrêt, cependant l'exploitant n'a pas transmis de dossier de "Porter à connaissance" afin d'informer monsieur le Préfet du Cher des modifications engagées et il n'a pas notifié la cessation d'activité.

Constat : L'exploitant n'a pas transmis de dossier de "Porter à connaissance" afin d'informer monsieur le Préfet des modifications engagées et il n'a pas pas notifié la cessation d'activité à monsieur le préfet du Cher.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Durée de l'autorisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/08/2007, article 1.4

Thème(s) : Situation administrative, Portée de l'autorisation et conditions générales

Prescription contrôlée :

La présente autorisation cesse de produire effet si l'installation n'a pas été mise en service dans un délai de trois ans ou n'a pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf cas de forces majeure.

Constats :

Constat du 19 octobre 2022 : L'inspection des installations classées a constaté le jour de la visite d'inspection du 19 octobre 2022 qu'il n'y avait pas d'activité sur le site REVIVAL sis au 15 Rue Albert et Paul Thouvenin, 18100 Vierzon.

Lors de la visite, l'exploitant a indiqué à l'inspection que le site REVIVAL est temporairement à l'arrêt le temps qu'une réflexion soit menée sur la relance ou l'arrêt définitif de l'activité.

Conformément au présent article, l'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant que "la présente autorisation cesse de produire effet si l'installation n'a pas été exploitée durant deux années consécutives".

De plus, si l'exploitant opte pour une cessation définitive d'activité, celle-ci devra être réalisée conformément à la réglementation en vigueur.

Lors de la visite du 28 octobre 2024, l'inspection des installations classées a constaté qu'il n'y a pas d'activité au sein de l'établissement DERICHEBOURG Environnement - REVIVAL situé Zone Industrielle des Forges à Vierzon.

L'inspection a constaté sur le portail d'entrée une affiche indiquant : " Fermeture définitive. Vous pouvez apporter vos ferrailles et métaux à Revival Derichebourg La Chapelle Saint-Ursin (à côté de Bourges), ou à Romorantin. Merci à nos clients pour leur fidélité pendant toutes ces années."

L'inspection a également constaté que la végétation a poussé au sein de l'établissement : arbustes, ronces, mauvaises herbes...

Lors de la visite du 28 octobre 2024, l'inspection des installations classées a constaté que l'établissement n'a pas été exploité durant plus de deux années consécutives.

Constat : La présente autorisation cesse de produire effet car l'établissement n'a pas été exploitée durant plus de deux années consécutives

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Cessation d'activité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 28/10/2024, article R. 512-39-1

Thème(s) : Situation administrative, Mise à l'arrêt définitif

Prescription contrôlée :

I.-Lorsqu'il procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations trois mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations mentionnées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.

II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé,

pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site.

III.-Dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, l'exploitant fait attester, conformément à l'avant-dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, de cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine. L'exploitant transmet cette attestation à l'inspection des installations classées. Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise et les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification, ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs et notamment les exigences attendues permettant de justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement.

IV.-Le cas échéant, la notification prévue au I inclut la demande de report prévue à l'article R. 512-39.

Constats :

En conséquence du constat établi au point de contrôle précédent, à savoir que l'installation n'a pas été exploitée sans justifier d'un cas de force majeure, durant plus de deux années consécutives (du 19 octobre 2022 au 28 octobre 2024), l'arrêté préfectoral n°2007.1.884 autorisant l'exploitation d'une station de transit de déchets industriels banals (DIB) et assimilés et de déchets métalliques du 24 août 2007 (modifié) cesse de produire effet.

La caducité de cet acte implique que l'exploitant doit prendre les dispositions de l'article R.512-39-1 du code de l'environnement, en notifiant à monsieur le préfet du Cher l'arrêt définitif de l'activité, en indiquant les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer la mise en sécurité telle que définie à l'article R.512-75-1 du code de l'environnement.

Constat : L'exploitant n'a pas mis en œuvre les dispositions réglementaires relatives à la cessation d'activité de son site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois